

Zeitschrift: Schweizerische Gesellschaft für Wirtschafts- und Sozialgeschichte = Société Suisse d'Histoire Economique et Sociale
Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Wirtschafts- und Sozialgeschichte
Band: 4 (1985)

Artikel: L'enjeu de la tradition et de la modernité : l'exemple de l'agriculture de montagne en milieu alpin
Autor: Berthoud, Gerald / Kilani, Mondher
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-6569>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 08.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'ENJEU DE LA TRADITION ET DE LA MODERNITE:

L'EXEMPLE DE L'AGRICULTURE DE MONTAGNE EN MILIEU ALPIN*

GERALD BERTHOUD ET MONDHER KILANI

Sachant que les régions alpines ont été insérées de tout temps dans des ensembles socio-politiques plus vastes, on ne peut, dans une étude sur l'agriculture de montagne telle qu'elle est pratiquée aujourd'hui, faire l'économie d'une réflexion historique sur les divers processus d'intégration et/ou de marginalisation de ces zones dans la société globale. Une telle étude ne peut non plus ignorer les diverses transformations des représentations de la montagne, d'origine citadine, qui accompagnent et parfois anticipent les interventions de tous ordres que s'exercent sur cette région.

*) Ce texte reprend la partie historique d'un article consacré aux résultats provisoires d'une recherche sur l'agriculture de montagne en milieu alpin et publié dans la revue UNI-Lausanne N° 38, février 1984.

1. De la marginalité à la dépendance: quelques repères historiques de la montagne

L'enjeu de la tradition et de la modernité, du passé et du présent dans les régions de montagne, tel qu'il transparaît aujourd'hui à travers discours et décisions des responsables politiques et économiques, possède une historicité qui remonte à la fin du 18e siècle au moins, ce grand moment de la "*découverte*" et de l'"*exploration*" de la montagne. A la même époque, les images sur la montagne commencent à prendre forme pour aboutir à une double figure qui ne quittera plus l'imaginaire urbain: celle du "*bon*" et du "*mauvais*" montagnard, à l'instar du "*bon*" et du "*mauvais*" sauvage que l'expansion européenne avait déjà rencontré sur son chemin et qui restera ancrée dans la sensibilité occidentale.

1.1. La montagne à la fin du 18e et au début du 19e siècle: entre l'altérité et la marginalité

L'appréhension de la montagne, et plus particulièrement des Alpes valaisannes, par les voyageurs qui la parcourent à la fin du 18e siècle et au début du 19e siècle reste essentiellement empreinte d'esthétisme. A la fois affreuse et belle, terrifiante et douce¹, la nature reste chez la plupart des chroniqueurs relativement extérieure aux affaires humaines et au sort du montagnard.

Ce qui ressort nettement des différents textes de l'époque c'est en effet l'absence d'une relation causale stricte entre nature et culture, indétermination que nous retrouvons au niveau de l'image que la littérature d'alors nous offre de l'habitant des hautes vallées, de ses qualités humaines et de sa culture matérielle et sociale.

1) Voir par exemple, M.-I. BOURRIT, Description des Alpes Pennines et Rhétiennes, Genève 1781; G. LORY, Guide du voyageur de Genève à Milan par le Simplon, Milan, Ferdinand Artaria, 1824.

S'agissant de décrire les habitants de la montagne et leurs moeurs, la plupart des voyageurs s'accordent pour en brosser un tableau plutôt flatteur, qui ne doit rien aux vicissitudes d'un climat ou d'un environnement physique hostile et dégradant. Pour beaucoup d'auteurs, le montagnard semble au contraire offrir le spectacle d'un être certes différent du citadin, mais ni particulièrement pauvre, ni particulièrement arriéré.

Cette prise en considération de l'altérité, frappante par son actualité, contraste avec l'appréciation que certains voyageurs de la même époque, essentiellement d'origine française², portent sur ce même montagnard. Convaincus de la mission civilisatrice de la France, ces auteurs sont souvent résolus à dépeindre les autres et plus particulièrement les gens de la montagne - surtout quand ceux-ci leur résistent - sous des dehors défavorables.

Ainsi, la construction d'une certaine image négative du montagnard semble avoir procédé, depuis le début, de préoccupations qui lui sont extérieures, de préoccupations proprement idéologiques. Sa situation marginale et ses résistances devant les forces d'interventions extérieures semblent se traduire pour l'habitant de montagne dans la figure du *"mauvais sauvage"*, de celui qui refuse les nouvelles idées, les nouvelles manières et de ce fait de celui qui est forcément en retard.

Ce type de regard sur la montagne, accompagné de propositions destinées à pallier les *"carences"* qu'il croit y déceler, s'amplifiera à partir de la deuxième moitié du 19^e siècle, sous l'impulsion de l'Etat valaisan lui-même et des élites politiques, intellectuelles et ecclésiastiques des centres urbains.

2) Voir par exemple, J.G. EBEL, Manuel du voyageur en Suisse. Zurich, Orell Fussli, 1810-1811 (1793); et J. ESCHASSERIAUX, Lettre sur le Valais et sur les moeurs de ses habitants, ... Genève, Slatkine, 1980 (1806).

1.2. La montagne entre 1850 et 1950: de l'"isolement" à l'intervention

La période qui s'étend de 1850 à 1950 voit une longue action éducative s'exercer de l'extérieur sur le montagnard, en parallèle à une transformation certes lente mais irréversible de son environnement économique, social et culturel. Peu à peu, au fur et à mesure que la nécessité et l'urgence des interventions sur la montagne se précisent, on assiste à une occultation croissante de la réalité présente et passée du montagnard. Plus la croyance en un progrès inconditionnel et en un développement économique et matériel continu s'affirme comme la vision légitime du monde, plus l'habitant de la montagne se trouve rejeté du côté de la nature et son passé figé dans une figure que seule la misère matérielle, sinon morale, éclaire. Image simpliste et simplificatrice, mais dont la force de suggestion sera suffisamment puissante pour justifier et précipiter les transformations des structures ainsi que celle des mentalités.

Une caractéristique fondamentale de la littérature qui concerne cette période consiste dans sa référence constante à la nature et aux facteurs techno-économiques pour décrire ou expliquer la condition sociale et culturelle du montagnard. Ce dernier y figure désormais comme un être particulièrement démuní, ayant en quelque sorte abdiqué sa liberté face à une nature rude et indigente, laquelle aurait réussi à le façonner presque entièrement à son image.

Réduite à l'indispensable, la vie du montagnard offrirait le spectacle d'une lutte continuelle, vouée à la satisfaction des besoins les plus rudimentaires et au maintien d'un équilibre fréquemment menacé par les cataclysmes naturels. Sa "*vie frugale*" participerait de l'état de rareté généralisée qu'une "*nature parcimonieuse*" lui imposerait³. Elle se réduirait en quelque sorte à un état végétatif. Figure de pénurie, la frugalité du montagnard est inconciliable avec les fêtes et les cérémonies religieuses qui sont l'occasion de gaspillage et de dépense immodérée.

3) Voir par exemple, Mario, Le génie des Alpes valaisannes. Neuchâtel, V. Attinger, 1893.

Il faut donc intervenir au niveau de ces pratiques sociales pour les interdire ou pour les réduire à leur strict minimum. Les autorités publiques du Valais s'en sont préoccupées très tôt. A partir du 17^e siècle au moins, elles édictent les premières interdictions des repas funéraires⁴. Mais la lutte contre les "*dépenses excessives*", entraînées par les repas d'enterrement et autres occasions festives, va s'accélérer et s'amplifier au début du 19^e siècle, pour aboutir à une réduction draconienne du nombre de jours chômés. Pour réaliser son objectif, l'Etat valaisan va mettre particulièrement à contribution l'Eglise. Sous les pressions réitérées du premier, et en réponse à son propre souci de contrôler les débordements populaires lors des fêtes sacrées, l'autorité ecclésiastique s'engagea en effet dans une politique systématique de suppression des fêtes. C'est ainsi par exemple que le nombre de fêtes a chuté de 41 en 1798 à 16 en 1870 et à 10 en 1911⁵.

Mais l'intervention de l'Etat ne va pas s'arrêter là. Son action réformatrice s'exercera également à d'autres niveaux. Par les lois, mais aussi par l'éducation, la formation, la réforme des structures foncières, le contrôle des mœurs, bref, par un encadrement très étroit, l'Etat tentera de sortir les habitants de la montagne de l'"*ornière*" dans laquelle la routine les retient pour reprendre l'expression du rapport de gestion du Conseil d'Etat du Valais de 1868.

On le voit, le regard extérieur porté sur le montagnard est indissociable d'une volonté d'intervention et de réformation. La lente élaboration d'une telle image a consisté à appréhender ce montagnard le plus complètement possible, dans l'ensemble de ses dimensions, pour finir par l'enfermer, au cours du 19^e siècle, dans un statut anthropologique particulier, celui du "*mauvais sauvage*". Un statut qui tend par définition à appeler et à justifier une intervention extérieure. Tout se passe dans le discours

4) Voir Y. PREISWERK, La mort, le vin, le fromage et le pain. Repas d'enterrement dans le Val d'Anniviers. Genève, IUED, 1980, pp. 160-182.

5) Voir V. Biéler, Notice sur les rapports entre l'Eglise et l'Etat du Valais. Saint-Maurice 1930, p. 93.

comme si le constat de l'état "*dégradé*" de la montagne n'était pas lui-même le produit d'un regard extérieur et d'une politique d'intégration dans la société globale.

En effet l'intervention de l'Etat apparaissait doublement fondée: d'une part, elle était considérée comme la garante d'un progrès et d'une modernité accrue pour la population considérée, et de l'autre, comme l'expression de l'intérêt collectif qui ne souffre plus aucun particularisme, attitude dont la montagne fut pendant longtemps une représentante.

Au tournant du siècle, les autorités politiques, comme les élites intellectuelles et économiques, pouvaient se féliciter de l'intervention de l'Etat dans les "*améliorations agricoles*", et surtout en louer les effets positifs sur les populations paysannes en général et celle de la montagne en particulier⁶.

L'on assiste dès lors à une profonde transformation de l'image de la montagne. Le montagnard change de statut et accède à "*l'humanité*" et à la "*civilisation*". Il devient même l'expression et le refuge d'un certain nombre de valeurs sur lesquelles repose l'identité nationale suisse.

Cette nouvelle image valorisée de la montagne et de ses habitants ne va pas pour autant signifier la fin des interventions. Bien au contraire, elle est le point de départ d'une politique paternaliste de prise en charge que l'image encore tenace d'un passé misérable contribue à entretenir et à justifier. A partir de 1915 nous assistons à une multiplication des actions exercées sur les régions de montagne.

Outre les mesures concrètes qu'il apporte à l'amélioration des conditions agricoles (formation, subvention, législation, réforme des structures, etc.), l'Etat se préoccupe du maintien d'une population

6) Voir E. CHUARD, L'agriculture. In: P. SEIPPEL (sous la dir.), La Suisse au XIXe siècle. Lausanne, Payot, 1899-1901, pp. 7-75.

locale suffisante. Bien que la dépopulation en altitude ne prenne jamais un caractère inquiétant et massif, bien au contraire⁷, celle-ci devient la hantise des autorités qui craignent que les transformations industrielles rapides du Valais ne créent un déséquilibre néfaste entre paysans et citadins, montagne et plaine, et ne précipitent la perte des valeurs traditionnelles⁸.

1.3. Bilan d'une intervention

2 P 1

Procédant essentiellement de préoccupations d'ordre politique et idéologique - assurer tout à la fois la stabilité et le progrès d'une population de montagne, dont l'image valorisée garantit certaines valeurs sociales et symbolise l'identité nationale -, la politique agricole de de l'Etat du Valais, entre 1915 et 1950, si elle a contribué à des améliorations sectorielles certaines n'a pas pour autant créé les conditions d'un véritable essor de l'agriculture de montagne. Même la loi cantonale de 1952, sur l'agriculture, qui offre pourtant au paysan une prise en charge de sa production en contre-partie de son engagement à recevoir une formation professionnelle et à accepter les remboursements fonciers, n'arrive pas à forcer la décision quant à la nécessité d'un remaniement parcellaire et à une modernisation de l'agriculture de montagne. Ce sera l'économie de marché qui s'en chargera quelques années plus tard.

C'est en effet durant les années soixante, et sous l'effet de l'essor fabuleux du tourisme, que le remaniement parcellaire s'imposera comme une nécessité au service de l'aménagement général du territoire, et comme un élément irremplaçable dans la mise en valeur d'un environnement naturel désormais soumis aux exigences de l'industrie touristique.

7) Voir, par exemple, A. GUEX, Le demi-siècle de Maurice Troillet. Essai sur l'aventure d'une génération. Martigny, Imprimerie Pillet et Bibliotheca Vallesiana, 1971. Vol. II: 1932-1952, p. 317.

8) Voir A. GUEX, op. cit., Vol. I: 1913-1931, pp. 204, 231-235; Vol. II: 1932-1952, pp. 190-193, 317.

Mais avant d'analyser ces nouvelles fonctions de l'agriculture, voyons de plus près le développement de l'industrie touristique qui en est à l'origine.

2. La domination du marché touristique dans les régions de montagne

A partir de 1950 la situation de la montagne change considérablement. Ne retient-on pas généralement cette date pour parler désormais du Valais comme d'un pays qui a complètement basculé dans la modernité⁹. Sans partager cette idée selon laquelle les années cinquante constituent une rupture totale de la montagne avec un passé jusque-là immergé dans la tradition, il est indéniable que cette date marque une mutation importante pour le Valais et plus particulièrement pour la montagne. La construction des grands barrages hydro-électriques et surtout le développement prodigieux de l'industrie touristique contribuent à une intégration massive de la montagne dans la société industrielle. L'insertion dans l'économie de marché provoque l'abandon accéléré des cultures et de l'élevage, en tant qu'activités principales, au profit d'un emploi salarié sur les sites hydro-électriques et les chantiers de construction et dans les stations touristiques, transformées rapidement en de véritables centres urbains.

Tel est, par exemple, le cas de la station de ski de Verbier dans le val de Bagnes. Celle-ci a vu le nombre de skieurs transportés passer de 52'000 en 1951, début de l'exploitation des pistes par Téléverbier, à 7 millions environ en 1980, soit 140 fois plus¹⁰, et le nombre de nuitées enregistrer une augmentation de 800 % entre 1955 et 1976¹¹. Cette "*fièvre du développement*" qui s'est emparée d'une partie de la vallée s'est traduite par la création d'un nombre important d'emplois. Bien que la multiplication de ces emplois n'ait pas suivi la croissance de la station de Verbier, les

9) Voir, par exemple, A. GUÉX, op. cit., vol. II, p. 296.

10) Voir Rapports de gestion de Téléverbier SA, exercices 1950-1980.

11) Voir P. SAUVAIN, Evolution socio-économique récente de la commune de Bagnes et rôle de l'agriculture à temps partiel en région de montagne. Zurich, Juris Druck + Verlag, 1980, p. 39.

Bagnards travaillant à Verbier représentent environ 40 % du total des personnes occupées dans la vallée¹². L'importance du rôle économique de la station de Verbier apparaît également au niveau des revenus qu'elle distribue. En 1976, la part des revenus principaux fournis par Verbier aux habitants de Bagnes représentait 43 % de la masse salariale totale¹³.

2.1. Tourisme et agriculture de montagne: complémentarité ou dépendance?

Le développement et la modernisation rapide de la montagne s'accompagnent d'une surestimation de l'image du tourisme; surestimation qui se traduit au niveau du discours officiel par une rhétorique de la "complémentarité", de l'"harmonie" ou encore de l'"équilibre" entre le tourisme et l'agriculture. On peut même dire qu'un véritable slogan domine le milieu alpin depuis deux décennies au moins: *"le tourisme sauve l'agriculture de montagne"*. N'affirme-t-on pas fréquemment que le tourisme est *"un employeur et une source de revenus pour l'agriculture"*, *"un consommateur de produits agricoles"* et qu'il *"freine l'exode rural"*¹⁴. D'autres, plus lyriques, n'hésitent pas à parler du *"mariage du tourisme avec l'agriculture"*.

Mais cette relation entre agriculture et tourisme est-elle si simple et si transparente?

D'abord, l'on constate que la croissance de l'industrie touristique s'accompagne d'un mouvement inverse de désaffection par rapport à l'agriculture. En effet entre 1955, moment initial du *"boum"* touristique dans le Val de Bagnes et 1965, soit seulement dix ans après, le nombre des exploitations principales s'effondre: il passe de 557 à 101¹⁵.

12) Voir P. SAUVAIN, op. cit., p. 45.

13) Voir P. SAUVAIN, op. cit., p. 46.

14) A. BELLWALD, L'apport économique du tourisme valaisan. Sion, Service du tourisme du canton du Valais, 1981, pp. 149-150.

15) Voir Recensements fédéraux des entreprises-exploitations agricoles.

RP
Ensuite, et paradoxalement, c'est au moment où l'agriculteur de montagne est irrémédiablement en déclin, et où l'avenir de la montagne semble inexorablement lié à un développement exogène, celui du tourisme de masse, que l'on procède au remembrement foncier. Mais ce paradoxe n'est qu'apparent, car le remaniement parcellaire doit désormais remplir des fonctions plus larges qui dépassent de loin le simple "sauvetage" de l'agriculture de montagne. Comme l'affirme un expert de l'époque, le remaniement parcellaire "provoquera l'aménagement général du territoire, et définir des zones agricoles n'est-ce pas aussi définir des zones d'extension, de construction et des zones touristiques¹⁶?".

2.2. L'agriculture de montagne au service de l'industrie touristique

Dans une telle conception l'agriculture devient une des fonctions de la montagne, qui doit être conciliée avec la fonction principale touristique. En effet, à travers la nouvelle répartition du territoire en zones agricole, forestière et de construction, et l'obligation faite aux propriétaires d'entretenir et de faucher les prés et les parcelles qu'ils possèdent, l'agriculture apparaît désormais dans sa fonction principale d'entretien de l'environnement, d'un paysage à vocation touristique essentiellement, et les paysans comme des "jardiniers de la montagne" selon l'expression consacrée. La protection du milieu devient ainsi plus importante que la fonction de production, et le paysan de montagne remplit dès lors une fonction écologique directement utile aux intérêts du marché touristique. Par ailleurs, l'Etat, par sa politique d'aide directe, verse désormais des subventions pour le travail de l'agriculteur et non pour sa production.

Une autre fonction spécifique assignée à l'agriculture de montagne, et qui dépasse également de loin sa propre finalité, consiste dans le maintien d'une population locale suffisante, afin d'assurer une main-

16) J. VALLAT, Etude sur le développement des zones rurales. Rapport de la Suisse. Lausanne, Service romand de vulgarisation agricole, 1965, p. 51.

d'oeuvre stable pour le marché touristique. Rompre le lien avec la terre, c'est en effet faciliter l'émigration. Aussi l'agriculture devient-elle un *"support indispensable à la vie sociale et aux autres activités, en particulier au tourisme"*¹⁷. A cette préoccupation de *"mettre en valeur le potentiel humain"* sur le plan économique s'en ajoute une autre non moins importante. La permanence d'une agriculture de montagne permet d'assurer un *"certain mode de vie"* centré sur la famille et les valeurs du *"terroir"*, et ce faisant de contribuer à la conservation, au même titre que la sauvegarde du patrimoine architectural et la protection de la nature, *"des traits propres à maintenir l'identité régionale"*¹⁸.

On le voit, selon cette conception, l'agriculture est perçue comme une activité périphérique au service de l'industrie touristique, qui s'en empare pour promouvoir et accroître l'attraction de la région, dans un contexte de très forte concurrence entre stations et face à une *"demande"* de plus en plus exigeante en *"paysages"* et en *"environnements culturels authentiques"*.

3. L'agriculture de montagne et l'enjeu de la tradition et de la modernité

Mais qu'en est-il dans la pratique? La collectivité montagnarde s'intègre-t-elle dans ce schéma rigide défini conjointement par la politique d'aménagement du territoire de l'Etat et l'activité économique motrice du tourisme? L'*"ouvrier-paysan"* des vallées latérales se reconnaît-il dans son nouveau rôle de *"fonctionnaire du paysage"* et dans l'environnement socio-culturel que l'on tente de construire pour lui?

Conscients de leur nouvelle utilité publique, utilité qui n'a plus rien à voir avec leur fonction primitive de producteurs, les agriculteurs admettent certes la formidable mutation de la montagne et la redistribution

17) ARM (Association pour l'aménagement de la région de Martigny), Programme de développement régional, 1979 b, Objectifs et mesures de développement (rapport de synthèse), p. 27.

18) Ibid., 1979 a, Analyse de la situation et des potentialités (rapport de synthèse), p. 17.

des rôles et des priorités qui en a résulté. Mais s'ils se considèrent en partie comme des *"jardiniers de la montagne"*, ils sont loin de se suffire de cette seule fonction et leur activité agricole est loin de se limiter à la seule finalité d'entretien du territoire.

Dans la pratique l'activité agricole, et plus particulièrement celle exercée à titre accessoire, remplit des fonctions et véhicule des significations qui débordent largement le domaine de l'utilitaire, même élargi à l'intérêt public. En effet les raisons d'être de cette activité peuvent tout aussi bien s'identifier à la *"passion des reines"* (c'est-à-dire l'élevage des vaches combattives de la race d'Hérens), à l'*"entretien du patrimoine familial"*, à l'*"l'auto-approvisionnement"*, à la recherche d'une *"sécurité"* en cas de crise, à une certaine *"liberté"* qu'à un travail *"créateur"*.

Cependant, en dépit de ces nombreuses motivations non économiques, l'agriculture à temps partiel n'est pas en contradiction avec la normalisation étatique et l'intégration marchande. Au contraire, l'Etat et le marché, chacun à sa manière contribuent à lui fournir des moyens d'existence. En effet, les nouveaux avantages monétaires (salaires provenant du tourisme, subventions, etc.) et les nouvelles possibilités techniques (améliorations foncières, mécanisation, etc.) deviennent les conditions pour l'exercice d'une activité, dont la logique échappe par ailleurs à l'exigence et à la recherche prioritaires du rendement et de la productivité.

C'est dans le cadre d'une telle interaction entre les processus de modernisation accélérée de la montagne et la persistance d'un socle culturel vivace que se situe notre analyse de l'agriculture de montagne. A l'intersection d'influences contradictoires, l'agriculture de montagne, et plus particulièrement celle pratiquée à temps partiel, apparaît comme une structure socio-économique originale qui, tout en intégrant les nouveautés et en s'adaptant au contexte, renouvelle la tradition et maintient une identité locale spécifique aux vallées latérales.